

**Arrêté n° 577-DDPP-2022
portant modification des conditions d'exploitation : développement de l'activité « C3M »**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
Vu l'article R 181-45 du code de l'environnement relatif aux prescriptions complémentaires ;
Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 21-020 du 29/01/2021 portant délégation de signature à monsieur Laurent BAZIN, directeur départemental de la protection des populations ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 479/DDPP/22 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral n°20-DDPP-19 du 21 janvier 2019 réglementant les activités de la société Michelin – ZI Aiguilly – route de Charlieu – 42300 ROANNE ;
Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 3 novembre 2021 et complété le 10 mai 2022 dans le cadre du projet de réorganisation des activités de production ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes en date du 05/12/2022 ;
Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant ;
Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

Considérant, au vu des éléments présentés, il est nécessaire de renforcer la surveillance des rejets atmosphériques,

Considérant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société Michelin – ZI Aiguilly – route de Charlieu – 42300 ROANNE, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN dont le siège social est situé Place des Carmes Déchaux à Clermont-Ferrand est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Roanne, Z.I. d'Aiguilly, route de Charlieu.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral n°20-DDPP-19 du 21 janvier 2019 dans les conditions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications, référence des articles correspondant du présent arrêté
arrêté préfectoral n°20-DDPP-19 du 21 janvier 2019	1.2.1.	Mise à jour de la liste des installations classées,
	3.2	Modifié et remplacé par le du présent arrêté
	10.2.1.	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Rubrique	Volume de l'activité projeté (Cumul site)		A, E, D, NC	Description des installations
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	2661-1a	120 t/j	Estimation quantité max : 90 t/j	A	<u>Principaux équipements</u> Bâtiment 15 : 5 machines d'extrusion (transformation de gomme par procédé chaud) Boudineuse 500 / Boudineuse 800/ Calandre / NAR.1 10 postes / NAR.2 10 postes 21 Sprint C3M 11 GMT
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j	2661-2a		Estimation quantité max : 30 t/j	E	Bâtiment 17 (*) : 1 machine d'extrusion (transformation de gomme par procédé chaud) CBL 3 machines de préparation à froid et complexage de produits (Doubleuse 1, Doubleuse 2) 8 machines de préparation fils C3M à chaud – MGM 14 sprint C3M Bâtiment 560 (*) : 2 machines d'extrusion (transformation de gomme par procédé chaud) MULTEX 2 et NAR 530 2 machines de préparation à froid et complexage de produits CGL et une CAI-DLR
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	2662.1	6750 m ³		E	Magasin intermédiaire de matières premières (FSET /FSBT) + Crémaillères de stockage intermédiaire aux procédés de transformation de plastique. Polymères à l'état de matière première non transformée.
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	2921.1a	10 028 kW		E	TAR n°1 (3 modules) : 4 797 kW TAR n°2a (2 modules) : 3 487 kW TAR n°2b (1module) : 1 744 kW

<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>18. Conversion de caoutchouc, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an</p> <p>(1) <i>Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.</i></p>	1978-18	Quantité maximale susceptible d'être utilisée : 30 t/an	D	<p>Utilisation de dissolutions pour le process « moyen individuels »</p> <p>Utilisation d'éthanol pour le procédé C3M</p>
<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.</p> <p>La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</p> <p>2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500</p>	2563.2	Quantité maximale de produit mise en œuvre : 800 litres	DC	<p>3 Fontaines de dégraissage utilisant des produits lessiviels.</p> <p>Fontaines situées au niveau des zones de maintenance.</p>
<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³</p>	2663.2b	8300 m ³	D	<p>Stockage des enveloppes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le bâtiment 230 : au maximum 1900 emplacements de 32 enveloppes soit 7030 m³ - FSET : 6375 enveloppes soit 735 m³ - FSSR : 390 enveloppes soit 42 m³ - Bennes à déchets et H10 : 420 m³ <p>Quantité maximale susceptible d'être stockée : 8300 m³</p> <p>Vol moy enveloppe : 0,1154 m³ (= volume cylindre formé par un pneu, y compris l'espace vide destiné à accueillir la jante).</p>
<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la</p>	2910-A2	7,018 MW	DC	<p>2 Chaudières de 5 t/h vapeur alimentées au gaz de ville 2 x 3,5 MWh = 7 MW</p> <p>3 Groupes électrogènes pompier 3 x 6 kWh = 18 kW</p>

définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW				
Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	2925.1	Puissance maximale : 468 kW	D	26 postes de 8 kW (= 208 kW) 14 postes de 15 kW (= 210 kW) 4 postes de 10 kW (= 40 kW) 2 postes de 5 kW (= 10 kW)
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	4802.2a	Quantité maximale susceptible d'être présente : 1233,5 kg	DC	Quantité présente sur le site : – Climatisation : 970 kg – Circuits frigorifiques des machines SPRINT et GMT : 263,5 kg

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du CE).

(*) Rub 2661-1a : au cours de l'année 2022, pendant la phase de développement du procédé C3M :

- le bâtiment 560 compte 3 machines d'extrusion : MULTEX 1, MULTEX 2 et NAR 530. La machine MULTEX 1 est arrêtée à l'horizon janvier 2023,
- la machine de préparation CAI-DLR est déplacée au cours de l'année 2022 du bâtiment 17 vers le bâtiment 560.

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume de l'activité : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

TITRE 2 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 CONDITIONS DE REJET

Article 2.1.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non conforme aux dispositions du présent chapitre est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.2. Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejet

La hauteur des cheminées ne peut être inférieure à 10 m ; elle est déterminée à partir des formules fixées par les réglementations applicables ou déterminée au vu des résultats d'une étude de dispersion des gaz adaptée au site.

Installations	Hauteur en m	Débit en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection minimale en m/s
Cheminée A de la chaudière	16	6489	8
Cheminée B de la chaudière	16	6489	8
Installations GMT ou C3M (46 émissaires)	> 10	6200	8
Installations de « cuisson traditionnelle »	> 10	1500	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

De façon générale, pour les points de rejets non listés dans le tableau ci-dessus, la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Article 2.1.3. Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques

Article 2.1.3.1. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides,
- à une teneur en O₂ ou CO₂ éventuellement précisée dans les tableaux ci-dessous.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Ateliers/Rejets	Paramètres	Concentrations maximales en mg/Nm ³ / point de rejet
Machines GMT ou C3M (cuisson)	COV NM	20
	Σ COV An III (AM 2/2/1998) (*)	1
	Σ COV Art 27.7.c) (AM 2/2/1998) (*)	0,2
Installation traditionnelle (cuisson)	Σ HAP (*)	0,05
Machines GMT ou C3M (assemblage pneu)	Poussières	10
Atelier « moyens individuels »	COV NM	20
Chaudières gaz naturel Concentration en O ₂ de référence : 3 %	NO _x , exprimés en NO ₂	100
	CO	100

(*) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les informations justifiant de la liste des paramètres à surveiller. Ces composés ne peuvent provenir que des opérations de cuisson des pneumatiques (vulcanisation du caoutchouc), la mise en œuvre de produits en contenant est interdite.

En cas d'élaboration d'une évaluation quantitative des risques sanitaires, les valeurs limites d'émissions fixées pourront être revues.

Les polluants visés ci-dessus qui ne sont pas susceptibles d'être émis par les installations ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits dans l'installation.

Article 2.1.3.2. Valeurs limites des flux

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés (canalisés et diffus) dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier la part des émissions diffuses.

Les émissions totales de COV NM (COV émis résultant de la mise en œuvre de solvants + COV émis au moment de l'opération de « cuisson » des pneumatiques) respectent les flux annuels suivants :

Paramètres	Émissions totales flux annuel maximal (tonnes/an)
COV NM (jusqu'au 31/12/2022)	50
COV NM (à compter du 01/01/2023)	36

Article 2.1.4. Cas particulier des installations utilisant des substances émettant des COV

Dans le procédé C3M, le seul solvant utilisé sur le site est l'éthanol. Il est employé pour les opérations de nettoyage et de démontage.

Dans le cadre du process classique de fabrication des pneumatiques, le solvant reste un élément essentiel à la cohésion entre les différentes couches de produit. Il est utilisé sur le site pur, en mélange à 2 % ou 4 % pour la dissolution. Il est également présent dans l'encre (66 %) pour le marquage.

Article 2.1.4.1. Schéma de maîtrise des émissions (SME)

L'exploitant n'utilise pas sur le site de composés organiques, seuls ou mélange, visé à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ni de produits avec les mentions de danger H340, H341, H350, H350i, H351, H360D ou H360F ou avec les phrases de risque R40, R45, R46, R49, R60, R61 ou R68.

Les installations font l'objet d'un schéma de maîtrise annuel des émissions de COV qui est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 mars de l'année suivante.

Le ratio maximal est fixé à 1,5 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques « bons », c'est-à-dire pouvant être mis sur le marché.

Compte tenu de la montée en charge de l'activité C3M, l'exploitant doit viser à compter du 31 décembre 2023 un objectif de 1 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques « bons ».

Article 2.1.4.2. Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.

Si la consommation de solvant de l'année N est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 mars de l'année N+1 son plan de gestion et l'informe des actions visant à la réduire.

Dans tous les cas, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisés.

CHAPITRE 2.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

Article 2.2.1. Suivi des émissions atmosphériques canalisées

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Ateliers/Rejets	Paramètres	Fréquence minimale d'analyses
Machines GMT ou C3M Installation (cuisson traditionnelle)	COV NM	Annuelle
	Σ COV An III (AM 2/2/1998)	
	Σ COV Art 27.7.c) (AM 2/2/1998)	
	Σ HAP	
Atelier « moyens individuels »	COV NM	Une fois tous les deux ans
Machines GMT ou C3M (assemblage pneu)	Poussières	
Chaudières gaz naturel Cheminées A et B	No _x (exprimés en NO ₂), CO, débit, O ₂	

Pour le cas des émissaires à l'origine de rejets en COV NM et COV spécifiques, l'exploitant procède à des analyses sur les émissaires représentatifs de chaque type d'atelier (C3M, cuisson traditionnelle, moyens MI, etc.) afin de déterminer le flux total des émissions canalisées de l'ensemble de l'établissement.

Sous un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet pour avis à l'inspection des installations classées le programme de mesures listant les émissaires représentatifs à prendre en compte pour les campagnes d'analyses et les modalités d'extrapolation des résultats pour déterminer le flux total de l'ensemble de l'établissement pour chacun des paramètres à analyser.

TITRE 3 - EXÉCUTION

ARTICLE 3.1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Roanne et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Roanne pendant une durée minimum d'un mois ;
procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 3.3 - EXÉCUTION

Le sous-préfet de Roanne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Roanne,
- à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 06/01/2023
Pour la Préfète et par délégation

Le Directeur départemental
de la Protection des Populations

Laurent BAZIN

Copie adressée à :

- Sous-Préfecture de Roanne
- Archives
- Chrono